

Relations industrielles Industrial Relations



Unwrapping the European Social Model, sous la direction de Maria Jepsen et Amparo Serrano Pascual, Bristol, U.K. : The Policy Press, 2006, 272 p., ISBN 978-1-861347-98-5.

Sylvie Morel

Volume 63, Number 3, 2008

La relation d'emploi : état actuel de la question

The Employment Relationship: Current Research Avenues

La relación de empleo: estado actual de la cuestión

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/019109ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/019109ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)

1703-8138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Morel, S. (2008). Review of [*Unwrapping the European Social Model*, sous la direction de Maria Jepsen et Amparo Serrano Pascual, Bristol, U.K. : The Policy Press, 2006, 272 p., ISBN 978-1-861347-98-5.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 63(3), 583–588. <https://doi.org/10.7202/019109ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

in long-term decline between the years 1950 and 1972. I found this discussion somewhat unconvincing and difficult to follow. I think that more – and better – definitions would have aided the analysis.

The second criticism is more serious. Certain data is inconsistent; a problem which, once discovered, shakes one's confidence in the entire publication. For example on page 98 there is a reference to union density with the claim that it peaked in the United States at 32.5 percent of the non-agricultural workforce in 1953 and has been in decline ever since. On the same page another reference is made to union density of the national workforce peaking at 35.7 percent in the same year. In fairness to the author, it may be that these two figures are referring to different sectors of the workforce but the discussion of this matter is not clear.

My third criticism of the book is that sometimes its argument(s) failed to completely convince me. I think the problem may be that the author is being overly ambitious. In a single volume he attempts to create from scratch a new paradigm for understanding union demise. In his quest to build a better mousetrap he may have – at times – fallen victim to a tendency to be selective in the data he emphasizes and been

inclined to draw conclusions on the basis of limited information. For example, the book mostly ignores the influence of contemporary communication trends, such as development of the internet, on employer strategy vis-à-vis unions. In a similar vein, in general, the book analyses what is impacting American business rather than strategies employers are pursuing. For example, the author views outsourcing as the only inevitable reaction to shrinking profits and not as one of several possible options for bettering performance. Some of these biases are subtle but have an insidious way of constraining a reader's critical thinking.

In this book Moody has attempted to do something which is novel and, I think, deserves a place amongst ideas about declining unionism. The problem-solving perspective he offers is particularly attractive. In some ways, his approach creates a new *genre* of thinking about labour history because it does not just identify themes or trends but gives a sense of strategy for the unmaking of mistakes. In these respects the book reminds me of some I have read about strategic management. If this is so, then the book really has something important to say and may end up as a classic.

ANTHONY M. GOULD
Laval University

Unwrapping the European Social Model,

sous la direction de Maria Jepsen et Amparo Serrano Pascual, Bristol, U.K. :
The Policy Press, 2006, 272 p., ISBN 978-1-861347-98-5.

Difficile, quand on referme cet ouvrage, de ne pas rester profondément perplexe quant à la capacité du « modèle social européen » (MSE) de s'imposer durablement comme voie de développement originale, en offrant une alternative au capitalisme à l'américaine. En effet, on peut s'interroger sur la robustesse du projet qu'il est censé incarner, où l'économique et le social devraient être articulés l'un à l'autre dans une perspective de complémentarité. À

lire les auteurs réunis dans ce volume, on serait plutôt tenté de croire que le MSE est actuellement à la croisée des chemins, dans la délicate posture de devoir affronter, sur la base d'un bilan de réalisations pour le moins contrasté, des défis d'une envergure imposante.

Dès l'introduction, conçue comme une synthèse de l'ouvrage, les responsables de l'édition tracent le portrait des principaux problèmes et enjeux soulevés par le MSE : la difficulté de

cerner, en substance, le contenu de cette notion – ce « projet politique d'une forte ambiguïté normative » (p. 19) –, l'ambition de ses promoteurs de prouver sa supériorité par rapport au modèle de développement anglo-saxon, mais plus spécifiquement états-unien, les attentes qu'il génère par rapport à l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et la cohésion sociale, l'incertitude face à l'impact d'un mode de gouvernance inédit, la méthode ouverte de coordination (MOC), le défi d'intégrer les différences et les appartenances multiples dans un projet politique dont la construction d'une identité commune n'est pas le moindre des objectifs, *a fortiori* dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne (UE), telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous convie à réfléchir cet ouvrage. Les auteurs qui y ont collaboré proviennent d'horizons disciplinaires variés (économie, science politique, sociologie, management, droit) et de plusieurs pays (Australie, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Islande, Pays-Bas, Suisse). Cette collaboration est le fruit d'un projet de recherche mené à l'Institut syndical européen pour la recherche, la formation et la santé et sécurité (ETUI-REHS).

Popularisée au milieu des années 1980 dans les cercles politiques, notamment par Jacques Delors, l'expression de MSE est, d'emblée, marquée du sceau de l'ambiguïté. En effet, les auteurs reconnaissent presque unanimement le caractère polysémique et fortement ambigu de la notion de MSE, qui, lorsqu'elle est définie en substance, ce qui est loin d'être fréquent, se présente selon des définitions qui ne sont pas nécessairement convergentes. Cela d'autant plus que la phraséologie communautaire entourant la notion se transforme au fil de l'évolution des priorités de l'UE en matière d'emploi et de protection sociale. Il n'empêche que la notion de MSE est progressivement

devenue une notion clé dans les débats politiques et scientifiques, comme on peut le constater à la lecture du premier chapitre, signé également par M. Jepsen et A. Serrano Pascual. La notion de MSE sert à décrire « l'expérience européenne qui consiste à promouvoir simultanément une croissance économique soutenable et la cohésion sociale » (p. 25). L'idée fondamentale qui la sous-tend est que le progrès économique et le progrès social doivent aller de pair. Dans le monde académique, on retrouve différentes définitions du MSE, que les auteurs regroupent en trois catégories. Le MSE apparaît ainsi, premièrement, comme un modèle incorporant des traits communs aux États membres de l'UE (sur le plan, entre autres, des institutions et des valeurs), deuxièmement, comme un idéal-type, au sens wébérien du terme, dans la mesure où il opère comme un référent abstrait se superposant à ce qui, concrètement, est une variété de modèles nationaux, enfin, comme un projet européen orienté dans la perspective de la constitution d'un espace politique transnational (p. 26). Une idée phare développée dans ce chapitre, et dont l'ouvrage porte fortement l'empreinte, est que le MSE doit, d'abord et avant tout, être compris comme un projet politique permettant de légitimer les institutions européennes par la construction d'une identité européenne commune (p. 33), laquelle serait basée moins sur des valeurs partagées par l'ensemble des pays ouest-européens que sur la création de problèmes et de solutions de politiques publiques communs (p. 34).

Avec l'article de J. Goetschy (chap. 2), on prend la mesure des réalisations du MSE. L'auteure relate, tout d'abord, les grandes étapes de l'évolution de la dimension sociale de la construction européenne, qu'elle scinde en trois périodes historiques distinctes, en identifiant les principales avancées repérables à chacune d'entre elles. Une dynamique contradictoire se dégage de

l'ensemble du processus : la palette des questions intégrées à l'agenda social européen s'est certes progressivement élargie, témoignant ainsi, selon elle, d'une européanisation des politiques nationales de l'emploi et de la protection sociale, mais, simultanément, le pouvoir de contrainte des instances européennes s'est atténué avec l'incorporation du principe de subsidiarité dans le Traité de Maastricht et l'introduction de la MOC comme mécanisme de gouvernance. Pourtant, même si, à son avis, il n'est pas question de parler d'un MSE élaboré et cohérent, l'Europe sociale compte suffisamment d'éléments pour lui donner consistance : des valeurs sociales et des principes, dont ceux de justice, de liberté, d'égalité, de solidarité intergénérationnelle, de non discrimination, enchâssés dans la Charte des droits fondamentaux, un ensemble législatif fragmentaire de directives, qui constituent le droit social communautaire, et différents modes de régulation, éprouvés à des degrés variables (législation, négociation collective, la MOC, les fonds structurels) (p. 71).

L'une des manières les plus répandues de souligner l'originalité et l'attrait du MSE consiste à le confronter directement au modèle américain car sa légitimité est fortement construite sur sa capacité à représenter une alternative progressiste au cas repoussoir des États-Unis. Bien que ce type de réflexions parsème tout l'ouvrage, trois auteurs, W. Salverda, J. F. Handler et J.-C. Barbier, s'attellent principalement à cette tâche, de manière très différente toutefois et sans pour autant clore la question. Selon le premier d'entre eux (chap. 3), la thèse selon laquelle le MSE condamnerait l'Europe à une moindre performance macroéconomique que celle que permet le modèle américain, caractérisé par le dynamisme et la réactivité de l'emploi, est infondée. D'une part, l'hypothèse selon laquelle le manque de flexibilité dans les procédures d'embauche et de

licenciement et dans les mécanismes de formation des salaires en Europe expliquerait le différentiel d'emploi existant entre celle-ci et les États-Unis, ne résiste pas à l'analyse empirique, cela notamment parce que l'Europe est plus flexible qu'on le croit généralement. D'autre part, selon W. Salverda, le MSE, au lieu de représenter un handicap pour l'emploi, serait, au contraire, l'élément qui aurait favorisé une restructuration accélérée de l'industrie en servant de tampon au niveau social. Les deux autres auteurs qui adoptent la perspective de l'analyse comparée entre l'Europe et les États-Unis le font, pour leur part, à partir de la question des politiques d'activation, mais en défendant des thèses contraires. J.-C. Barbier (chap. 5) montre que si, pour évaluer l'existence du MSE, on adopte l'entrée des politiques d'« activation », celles qui renforcent de manière explicite le lien existant entre la protection sociale et la participation à l'emploi, aucun modèle européen au contenu spécifique n'a encore vraiment émergé, qui pourrait être opposé à un « modèle » social existant ailleurs dans le monde. La raison en est simple : la convergence qui est observable dans ce domaine entre les États membres n'est pas substantive mais procédurale. Ainsi, depuis 1990, « plusieurs « mondes d'activation » empiriques coexistent en Europe » (p. 137), se rattachant à deux idéaux-types, le libéral et l'universaliste, et ce, même si on peut, à l'exception du cas du Royaume-Uni, leur trouver certains points communs qui les distingueraient de l'approche américaine du *workfare*. Défendant, de son côté, la thèse de la convergence des politiques d'activation, J. F. Handler considère que si « les politiques de *workfare* en Europe de l'Ouest diffèrent de nation à nation et par rapport aux États-Unis, plusieurs des pratiques bureaucratiques et des hypothèses qui les fondent sont remarquablement similaires » (p. 94). S'il est exact qu'au niveau de la mise en œuvre, les

politiques d'activation peuvent présenter des similarités sur les deux continents, on est étonné de voir l'auteur mettre dans le même panier politiques actives, politiques d'activation, *workfare* et insertion, de surcroît sur la base d'une comparaison entre les programmes ciblés, d'une part, en Europe, sur les chômeurs de longue durée, les jeunes chômeurs, les parents isolés et les immigrants, et, d'autre part, aux États-Unis, sur les mères seules avec enfants. Difficile d'amalgamer plus de catégories aussi disparates. La contribution de Lilja Mósesdóttir (chap. 6), qui porte sur la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, entre en résonance avec celle de J.-C. Barbier. L'action de régulation de l'UE a, selon elle, un caractère inégal et comporte des objectifs contradictoires. Elle est surtout contrainte par des modèles d'État social fortement différenciés, une diversité institutionnelle qui empêche l'atteinte d'une « pleine convergence autour d'un MSE basé sur l'égalité de genre » (p. 161). Les interventions de l'UE ont tout de même permis de créer une « compréhension commune des problèmes », qui a pour effet « d'intensifier les pressions vers la convergence entre les États membres » (p. 161). L'adoption graduelle du modèle familial basé sur le couple biactif traduirait ainsi un certain rapprochement au niveau des trajectoires nationales.

Il y a plus clairement encore les contradictions et les ratés d'un modèle qui peine toujours à se consolider ainsi que les nombreux problèmes et écueils qui en menacent la viabilité. En 2000, au Sommet de Lisbonne, on a procédé à la « modernisation » du MSE, en accordant la priorité à l'éducation et la formation, à l'adaptation des compétences et l'apprentissage tout au long de la vie, à la réforme des systèmes de sécurité sociale et, enfin, à la promotion de l'inclusion sociale (p. 26). De nombreux auteurs soulignent que cette approche, fortement axée sur

la notion d'employabilité, est dominée par une vision en termes de capital humain. Ainsi, on met l'accent sur les comportements de la main-d'œuvre et sur les capacités individuelles de composer avec l'économie, substituant ainsi à la notion de risque social une vision individualiste du risque. En considérant également l'importance donnée, notamment, à l'objectif d'assurer l'attractivité financière du travail (*making work pay*), poursuivi le plus souvent par des mesures de supplément du revenu, et à la soutenabilité fiscale des pensions, l'orientation donnée aux politiques publiques est vue comme étant incontestablement d'inspiration libérale. D'où la difficulté d'imposer, dans l'agenda de l'UE, un changement de priorité. Car, comme l'indique J. Goestchy (chap. 2), les politiques économiques dominent l'agenda politique, établissant un rapport hiérarchique entre les domaines économique et social au détriment de ce dernier. En témoignent la prééminence d'une politique monétaire centralisée sur les politiques budgétaire et fiscale, les contraintes imposées à cette dernière par le pacte de stabilité et les objectifs contradictoires et ambivalents de la Stratégie de Lisbonne, où sont défendus simultanément, d'un côté, l'accélération du marché intérieur et des politiques de libéralisation, de l'autre, des objectifs ambitieux de création d'emploi et de cohésion sociale (p. 68).

La stratégie européenne pour l'emploi (SEE), conçue comme une « politique des indicateurs », est fondamentalement insatisfaisante, soutient, pour sa part, R. Salais (chap. 8). Parmi les nombreuses anomalies identifiées par l'auteur, mentionnons l'adoption d'un processus d'étalonnage (*benchmarking*) orienté vers des critères de performance trop quantitatifs, en particulier les taux d'emploi – qui ne rendent compte, ni de la qualité des mesures d'activation et de celle des emplois, ni de la vulnérabilité face au chômage – les

problèmes de comparabilité des données, le manque de transparence du processus, son instrumentalisation à des fins stratégiques et la faiblesse de la Commission aux niveaux politique et opérationnel. L'usage des indicateurs, présenté comme un exercice technique et neutre, comporte, en réalité, une forte dimension normative, favorisant, par la recherche de la flexibilité de l'emploi, le modèle libéral de marché (p. 194). Tant sur le plan empirique qu'au niveau politique, les obstacles à une utilisation efficace de la MOC sont, selon lui, si nombreux que le processus nécessiterait d'être profondément révisé. J.-M. Bonvin (chap. 9) n'est pas beaucoup plus tendre avec le MSE et la SEE. À l'approche du capital humain, il oppose celle des « capacités » d'Amartya Sen, dont l'objectif est « de garantir les conditions d'une véritable liberté d'action des individus dans toutes les sphères de leur vie » (p. 214). Déclinée en deux dimensions, celle ayant trait à la capacité des individus d'avoir accès à des mesures actives qui accroissent leur liberté de choisir un emploi qu'ils valorisent (*capability for work*) et celle concernant leur capacité d'expression et d'influence dans les débats publics (*capability for voice*) (p. 214), l'approche des « capacités » permet de formuler des objectifs qui tranchent nettement avec ceux qui dominent actuellement. En effet, selon l'auteur, sur ces deux plans, le MSE ne passe pas le test : la promotion de la qualité des emplois n'est pas une priorité dans le cadre de la SEE, qui repose sur les mêmes postulats que les politiques néolibérales et sociales-libérales (celles de la « troisième voie »), et le mode d'opération technocratique de la MOC engendre un déficit démocratique.

Enfin, les défis posés par l'élargissement de l'UE sont évalués différemment par les trois auteurs qui traitent cette question. M. Keune (chap. 7) tente d'évaluer la menace que représente pour le MSE l'entrée dans

l'UE, en mai 2004, de huit anciens pays socialistes. Par rapport au critère de la reprise de « l'acquis communautaire », il évalue que le MSE peut aisément incorporer les nouveaux pays membres (NPM), dont l'histoire diffère beaucoup de celle des anciens pays membres (APM), parce que la diversité nationale était déjà très élevée au sein de l'UE. Dans la perspective ensuite du projet politique européen, l'intégration des NPM ne pose pas non plus vraiment de problème, selon lui, car leur accession à l'UE n'a pas représenté pour eux des exigences élevées. Le ton est tout autre du côté de C. Lafoucrière et de R. Green (chap. 10) qui analysent, du point de vue du dialogue social, l'avenir du MSE après l'extension de l'UE en 2004 à dix NPM. Il est urgent, selon eux, que les institutions européennes revalorisent le dialogue social et la négociation collective pour mettre en évidence leur rôle clé en termes d'avantage concurrentiel pour le développement économique et social à long terme de l'Europe. Car, dans les NPM, qui ne possèdent pas de culture de dialogue social autonome, l'implantation de ces mécanismes risque d'être plus difficile que dans l'Europe des quinze. Selon eux, les NPM ne sont pas prêts à répondre aux exigences du MSE, notamment parce que la SEE ne représente pas une réponse adaptée aux problèmes d'emploi qu'ils rencontrent (p. 251). Sans les ajustements appropriés, il existe, évaluent-ils, un « risque élevé que le modèle anglo-saxon, ayant trouvé de nouveaux partenaires, prévale à l'intérieur de l'UE et discrédite par la suite le MSE plutôt fragile » (p. 251).

Les auteurs abordent d'autres questions, que nous ne pouvons, faute d'espace, présenter, comme, par exemple, le changement d'orientation que traduit l'adoption de la MOC et les différences qu'offre cette dernière par rapport aux autres modes d'intervention de l'UE. Inversement, d'autres questions ne sont pas touchées, qui sont d'un

intérêt certain. L'impact sur la protection sociale de cette « définition de problèmes communs » réalisée dans le cadre du MSE en est un exemple, car, ces dernières années, la protection sociale a fait l'objet de profondes réformes, dans les domaines notamment des pensions de retraite et de l'indemnisation du chômage. Il en va de même de l'évaluation de l'échec, en 2005, de l'adoption d'une « constitution » européenne, que d'aucuns ont associé précisément à la timidité de la dimension sociale du projet et à son orientation trop libérale. En outre, certains sujets auraient pu faire l'objet d'un traitement plus extensif que ce n'est le cas ici, comme l'état des lieux du dialogue social européen, thème particulièrement intéressant du point de vue des relations industrielles. Enfin, une conclusion dressant un bilan des avancées et des échecs du MSE aurait ajouté à la qualité de l'ouvrage. Cela dit, sur le fond et sur la forme, l'ouvrage mérite notre attention. Ainsi, tous les auteurs présentés dans ce volume concourent,

quoique de manière inégale, à nous faire comprendre l'ampleur des défis auxquels est confrontée aujourd'hui l'Europe, question d'autant plus essentielle que ses choix de développement n'iront pas sans influencer celui des autres ensembles régionaux de la planète. De quel côté penchera la balance en ce qui a trait à l'avenir du MSE, vers sa consolidation ou sa dilution progressives ? Bien malin qui prétendrait pouvoir trancher la question, l'évolution des communautés humaines n'étant jamais, loin s'en faut, prédéterminée. Mais, comme l'indique J. Goetschy (p. 70), le rôle que la Commission européenne jouera dans la promotion du dialogue social et dans celle de politiques de l'emploi et de politiques sociales de qualité, constituera le véritable test de sa volonté politique à défendre un MSE fort et à lui donner la place qui lui revient dans le projet européen.

SYLVIE MOREL
Université Laval

Ageing Labour Forces – Promises and Prospects,

edited by Philip Taylor, Cheltenham, UK: Edward Elgar, 2008, 240 pp., ISBN 978-1-845424-25-1.

In the current widespread debate about how to deal with demographic ageing, particularly in the economically advanced countries, this provocative book addresses in a comprehensive manner the changing status of older workers, public policy responses to it and their diverse motivations – putting too often emphasis on the economic dimension – public deficits and the sustainability of pensions – rather than the welfare of older workers.

It examines the current emphasis by policy makers on delaying retirement and, taking account of employers' attitudes and behaviour towards older workers, raises the critical question of whether the latter can look forward to the prospect of longer working lives with choice

and security and, hence, for making successful transitions to retirement. Analyzing anti-discrimination legislation and practice, active ageing, employment policy, the gender dimension and the attitudes and behaviour of the various actors, it challenges the validity of the claim that older workers are on the threshold of a new 'golden age' of job openings and flexible retirement. The book contains eight case studies of industrialized countries – Australia, Canada, France, Germany, Japan, the Netherlands, the UK and the US – carried out by an interdisciplinary team of thirteen academics from these countries.

The book starts with a brief overview of the recent history of older workers and